



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES












**Fourniture de viandes fraîches et produits de
charcuterie**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 28 avril 2025 à 16:00

Ville de Rennes
Place de la Mairie
CS 63126
35031 RENNES CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fourniture de viandes fraîches et produits de charcuterie
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	8
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.5 - Développement durable	6
2.6 - Plan de progrès	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes.....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des accords-cadres	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	12
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Fourniture de viandes fraîches et produits de charcuterie

La présente consultation concerne la fourniture de viandes fraîches et produits de charcuterie à destination de la restauration collective de la Ville de Rennes pour les publics fréquentant les restaurants des crèches, des écoles maternelles et élémentaires, des EHPAD, du personnel administratif et, le cas échéant, des centres d'accueil à vocation sociale. L'ensemble des types de restaurations collectives mentionnées ci-dessus représentent environ 14 000 repas par jour en moyenne.

Lieu(x) d'exécution :

Ville de Rennes
Cuisine centrale de Beauregard
Rue André et Yvonne Meynier
CS 63126
35000 RENNES

En fonction de nouvelles modalités organisationnelles, de nouveaux sites de livraison pourront être ajoutés.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 8 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Fourniture de viandes fraîches de boeuf et de veau sous Label Rouge ou équivalent
2	Fourniture de viandes fraîches de boeuf issue de l'agriculture biologique, race à viande, à l'équilibre
3	Fourniture de viandes fraîches de boeuf issue de l'agriculture biologique, race mixte, à l'équilibre
4	Fourniture de viandes fraîches de boeuf nourris sans OGM
5	Fourniture de viandes fraîches de porc issue de l'agriculture biologique
6	Fourniture de produits de charcuterie issus de l'agriculture biologique
7	Fourniture de produits de charcuterie
8	Fourniture de viandes fraîches d'agneau

Lot(s)	Désignation	Montant estimatif en € HT	Montant maximum HT
1	Fourniture de viandes fraîches de bœuf et de veau sous Label Rouge ou équivalent	295 200,00 €	375 000,00 €
2	Fourniture de viandes fraîches de bœuf issue de l'agriculture biologique, race à viande, à l'équilibre	31 265,00 €	40 000,00 €
3	Fourniture de viandes fraîches de bœuf issue de l'agriculture biologique, race mixte, à l'équilibre AB	36 575,00 €	46 250,00 €
4	Fourniture de viandes fraîches de bœuf nourris sans OGM	205 000,00 €	256 250,00 €
5	Fourniture de viandes fraîches de porc issue de l'agriculture biologique	234 000,00 €	299 000,00 €
6	Fourniture de produits de charcuterie issus de l'agriculture biologique	270 000,00 €	293 750,00 €
7	Fourniture de produits de charcuterie	41 700,00 €	52 100,00 €
8	Fourniture de viandes fraîches d'agneau	38 150,00 €	47 700,00 €

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
15111000-9	Viande bovine
15111200-1	Viande de veau
15113000-3	Viande de porc
15115100-8	Viande d'agneau
15131120-2	Charcuterie

Lot(s)	Code principal	Description
1	15111000-9	Viande bovine
1	15111200-1	Viande de veau
2	15111000-9	Viande bovine
3	15111000-9	Viande bovine
4	15111100-0	Viande de bœuf
5	15113000-3	Viande de porc
6	15131120-2	Charcuterie
7	15131120-2	Charcuterie
8	15115100-8	Viande d'agneau

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
3	1007	Viandes et charcuteries (autres que surgelés ou en conserve appétisée)

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats peuvent faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
5	1	Longe de porc 1/2 sel	Ce produit est destiné à tous les publics en fonction des recettes
5	2	Epaule de porc 1/2 sel	Ce produit est destiné à tous les publics en fonction des recettes
5	3	Poitrine de porc 1/2 sel	Ce produit est destiné à tous les publics en fonction des recettes
6	1	Andouille fumée issue de l'agriculture biologique	Ce produit est destiné aux résidents des EHPAD et pour les restaurants du personnel administratif
6	2	Andouillette pur porc issu de l'agriculture biologique	Ce produit est destiné aux résidents des EHPAD et aux restaurants du personnel administratif.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.6 - Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur a décidé de s'inscrire dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre. A ce titre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire élaboreront conjointement un plan de progrès au cours de la phase d'exécution des prestations, et ce dans les conditions définies au CCAP.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'attestation de pouvoir engager l'entreprise
- Les formulaires de candidature DC1 et DC2
- Le mémoire Achats responsables (à compléter par le candidat)
- Le questionnaire sur le "Mieux-être animal" (à compléter par le candidat)
- Le questionnaire Egalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations
- La liste des échantillons
- Annexe au CCAP "Répartition"
- Le protocole de sécurité pour les livraisons

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique <https://marches.megalix.bretagne.bzh> ; rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **10 jours avant la date limite de réception des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'attention des candidats ayant téléchargé le dossier de consultation des entreprises est attirée sur le fait qu'ils doivent avoir complété le formulaire de demande de renseignements disponible sur la plateforme megalix Bretagne pour être informés en cas de modification de la consultation.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires complété (BPU) au format .xls et PDF	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
Les échantillons	Non
Le catalogue des prix du fournisseur	Non
Le volet Achats Responsables	Non
Le volet "Mieux-être animal"	Non

5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

:

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront des échantillons gratuits dont la liste figure dans le document annexe_RC_Liste des échantillons.

Le dépôt des échantillons se déroulera **le mardi 29 avril 2025 entre 7h30 et 10h00 à la Cuisine Centrale**. Le document "Liste des Échantillons" annexé au Règlement de Consultation en précise les quantités et modalités de livraison.

L'attention des candidats est portée sur le fait que l'ensemble des échantillons est requis pour l'analyse des offres.

Des échantillons incomplets rendront l'offre irrégulière.

Remarque : l'administration se réserve la possibilité de solliciter les candidats pour obtenir des échantillons complémentaires ultérieurement.

Les échantillons seront considérés acquis par l'administration sans possibilité de facturation, il est précisé aussi que les frais de livraison sont à la charge exclusive du candidat.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

L'acheteur exige la transmission des plis par voie électronique.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Hôtel de Rennes Métropole
4 Avenue Henri Fréville
CS 93111
35031 RENNES CEDEX

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles : Word, EXCEL, PDF.

Le nom de chaque fichier ne doit pas excéder 15 caractères, ne pas contenir de caractères spéciaux ou accentués.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES dans la mesure où il sera pour sa part impossible d'utiliser un autre format de signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **20 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Qualité	40.0 %
1.1-Qualité au regard des échantillons	30.0 %
1.2-Qualité au regard de l'analyse des fiches techniques	10.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %
3-Volet Achats Responsables	10.0 %
4-Volet "Mieux-être animal"	10.0 %

a) Détermination des notes en fonction du critère de la qualité (40 points)

La note est définie en fonction de la qualité des produits proposés par les candidats, appréciée grâce aux fiches techniques fournies à l'appui de l'offre et aux éventuels échantillons sollicités.

Les fiches techniques doivent comporter au minimum :

- L'état de parage
- Calibre
- Poids unitaire
- Conditionnement
- La durée de vie à compter de la réception

Les produits proposés devront respectés les spécificités techniques indiquées dans les bordereaux de prix unitaires (BPU) et dans les fiches techniques.

Les notes seront attribuées en fonction des sous-critères suivants :

- Examen des échantillons (aspect général, tenue à la cuisson, gout, respect de l'échantillonnage exigé : **30 points**)
- Études des fiches techniques (état de parage, calibre, poids unitaire, conditionnement, durée de vie à compter de la réception du produit à la cuisine centrale) : **10 points**

b) Détermination des notes en fonction du critère du prix (40 points)

Pour l'ensemble des lots, Les offres se voient attribuer une note en fonction d'une formule mathématique ci-dessous prenant en compte à la fois les consommations moyennes constatées et les prix pratiqués :

$$\text{note} = \text{note max} \times \left(\frac{\text{prix max} - \text{offre}}{\text{prix max} - \text{prix min}} \right)$$

dans laquelle :

Note max : 35 points

Prix min = minimum des deux valeurs suivantes :

- soit le prix max - 2 x la moyenne des offres, soit l'offre minimale.

Prix max = maximum des deux valeurs suivantes :

- soit 2 x la moyenne des offres, soit l'offre maximale

c) Détermination des notes en fonction du critère "Achats Responsables" (10 points)

La note établie sur la base de ce critère est attribuée en fonction des réponses fournies par les candidats par l'intermédiaire du cadre de réponse "Achats Responsables" joint au présent dossier de consultation.

L'attention des candidats est portée sur le fait que respect du formalisme attend dans le cadre de réponse influera sur l'attribution de la note.

d) Détermination des notes en fonction du critère "Mieux-être animal" (10 points)

La note établie sur la base de ce critère est attribuée en fonction des réponses fournies par les candidats par l'intermédiaire du cadre de réponse "Mieux-être animal" joint au présent dossier de consultation.

e) Détermination de la note finale

La note finale est acquise par l'addition des notes des 4 critères.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

- Attestation fiscale de l'année en cours prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales,
- Attestation social (URSSAF, MSA,...) de déclarations et de paiement des cotisations sociales datant de moins de six mois téléchargeable gratuitement sur (<http://www.impot.gouv.fr/>)
- Attestations Assurances en cours de validité en lien avec le marché.
- Pour les entreprises placées en redressement judiciaire, celles-ci devront obligatoirement identifier clairement cette situation et faire parvenir une copie du jugement correspondant,

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative

prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics
22 Mail Pablo Picasso
44042 NANTES

Tél : 0253467983
Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

